

coronariens. Conçues et expérimentées pour la première fois en 1962, les unités de soins coronariens ont été établies dans des milliers d'hôpitaux à travers le monde. Elle visent principalement à mettre à la disposition du malade un personnel spécialement formé en cas de modification intempestive du rythme cardiaque.

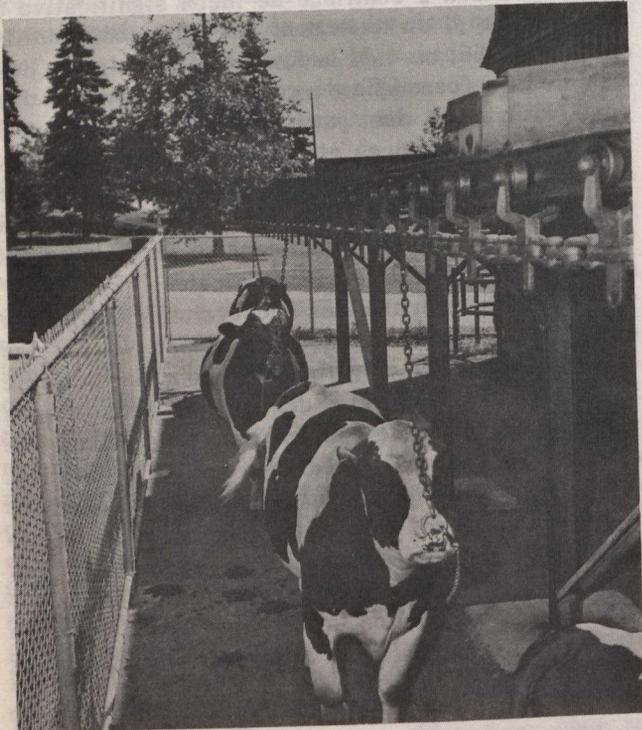
Enfin, vers 1969, on a mis au point la technique utilisée pour la reposition anatomique des gros vaisseaux sanguins du cœur des "bébés bleus", qui présentent une des principales anomalies cardiaques.

Ces réussites des chercheurs ont sauvé des milliers de vie au Canada et, si on les ajoute aux résultats des recherches faites dans d'autres pays, on constate que la recherche sur les maladies du cœur est l'une des plus fructueuses des annales de la médecine.

### MISSION AGRICOLE EN URSS

Une récente visite faite en URSS par une mission canadienne a peut-être ouvert la porte à un accroissement des exportations de bétail, de produits agricoles et de matériel vers ce pays.

Sous la présidence de M. Rolland Poirier, sous-ministre adjoint du ministère fédéral de l'Agriculture, cette mission agricole de douze membres a visité en deux semaines plusieurs des principaux centres soviétiques. Les membres de la mission appartenaient



Ces taureaux canadiens de race Holstein que l'on voit ici sur la piste d'entraînement de la Ferme expérimentale centrale d'Agriculture du Canada à Ottawa, pourraient constituer dans l'avenir un nouveau facteur canadien d'exportation vers l'Union Soviétique.

au ministère de l'Agriculture, à celui de l'Industrie et du Commerce, et au secteur agricole.

Selon M. Poirier, les échanges de vues avec les responsables agricoles soviétiques pourraient conduire à un accroissement de nos exportations de bovins et de sperme de bovin. Sur le plan des races, la Holstein semble avoir soulevé un intérêt particulier pour le lait et la Hereford pour la viande.

Les spécialistes russes en génétique animale ont également déclaré qu'ils verraient favorablement l'institution d'un mode d'échange de souches avec le Canada. Leur intérêt s'est porté en particulier sur la Holstein canadienne, la Shorthorn et la Hereford en ce qui concerne les bovins, et sur la Landrace en ce qui a trait aux porcs.

### INSTITUT DE RECHERCHES POLITIQUES

Le premier ministre vient d'annoncer que sept Canadiens éminents ont accepté de faire partie du conseil d'administration provisoire du futur Institut de recherches politiques.

Conformément aux propositions faites dans une étude de M. Donald S. Ritchie, vice-président de *Imperial Oil Limited* et ancien directeur général de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement (Commission Glassco), l'Institut sera une société privée sans but lucratif. Il "aura pour mission d'effectuer des recherches et des analyses destinées à améliorer les éléments d'information à la base des options et décisions politiques des Canadiens et de leurs dirigeants."

### ADMINISTRATEURS

Les administrateurs provisoires, qui demanderont que l'Institut soit constitué en société en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes, sont: M. Ritchie, M. J.V. Clyne, de Vancouver, président du conseil d'administration de *MacMillan Bloedel Limited*; M. Louis-A. Desrochers, d'Edmonton, recteur de l'Université d'Alberta; M. John P. Robarts, de London, avocat et ex-premier ministre de l'Ontario; Mme Jeanne Sauvé, de Montréal, bien connue dans le monde des lettres, de la radio et de la télévision; M. Louis-H. Lorrain, de Montréal, directeur canadien de la Fraternité internationale de l'industrie des pâtes et papiers, et le très révérend Joseph N. MacNeil, évêque de Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) et membre du Conseil économique des provinces de l'Atlantique.

On prévoit qu'un certain nombre d'autres administrateurs seront nommés une fois l'Institut créé.

Le premier ministre a déclaré que le Gouvernement fédéral accordera à l'Institut une première subvention de 950,000 dollars et qu'il lui versera ensuite des crédits en proportion égale des revenus qu'il obtiendra d'autres sources, jusqu'à concurrence de dix millions de dollars pour les sept premières années.

Le Gouvernement a d'abord proposé la création de cet institut à l'occasion de son premier Discours